Burundi : "Feuille de route" ou "Feuille de dupes" ?

@rib News, 06/06/2013
 Négociations de Kayanza : Attention au somnifère savamment entretenu. Burundaises, burundais : il est grand temps de ne plus vous laisser faire ! Par Buyagu Augustell aura fallu plus de deux mois après la rencontre de Bujumbura pour que les hommes politiques burundais se retrouvent encore du 22 au 24 mai 2013 à Kayanza. M. Nduwimana, ministre de l'Intérieur les y avait conviés pour discuter du toilettage à apporter au code électoral actuel. De nombreux burundais restent dubitatifs quant aux intentions de Nkurunziza et de son parti le CNDD-FDD. Pourquoi un véritable agenda de travail ne serait-il pas élaboré avec un programme clair, et un comité de suivi ad hoc ? Pourquoi le pouvoir préfère-t-il tirer unilatéralement un point sur la longue « feuille de route » à discuter, quand il veut, et oà il veut ? Nous allons nous efforcer d'analyser et de comprendre cette démarche qui semble illogique pour le commun des mortels.

1. Une démarche machiavélique. Le plus grand mérite de nos dirigeants en particulier du président Nkurunziza c'est qu'ils sont des acrobates de talents ; ils savent « marcher » sur la tête avec brio. Et cela se reflète parfois dans la gouvernance actuelle. Ainsi, la place de la modernisation du pays, de la création des emplois et la promotion du bien-être social des citoyens, la construction des stades est une véritable priorité pendant que les activités économiques sont paralysées faute de courant électrique. Des diplômés universitaires sont exigés aux journalistes dans un pays où l'on compte des diplômés armés, des députés, des sénateurs n'ayant même pas le niveau du 1er cycle de secondaires. Dans un pays surpeuplé, l'émigration est découragée à cause des passeports parmi les plus chers du monde. L'on pourrait penser que la méthode suivie dans la mise en œuvre de la fameuse feuille de route relève de ce même logique. Il n'en est absolument rien ; la démarche à l'origine remonte à l'origine. Le génie du CNDD-FDD incroyablement fécond quand il s'agit de faire dans le négatif. La plupart de ceux qui avaient cru, depuis les années 2000 que les premières hautes autorités allaient les sortir de l'obscurité, (quoi que vaut mieux tard que jamais), et parlent maintenant de la malédiction du pays. S'il faut dire la vérité, le CNDD-FDD a entamé les pourparlers du 12-13 mars 2009 par contrainte. Il les poursuit dans le même contexte. Il n'a aucune bonne volonté de détendre l'atmosphère politique d'instaurer la paix et de laisser les partis de l'opposition mener normalement à leurs activités politiques. Mais au moment certaines ambassades du Burundi à l'étranger ont plus de locaux de travail faute de pouvoir s'acquitter des frais au moment où les différents ministères payent difficilement leurs fournisseurs, pendant que les salaires sont versés après de multiples acrobaties financières, le pouvoir CNDD-FDD ne peut se permettre de défier la communauté internationale. La parade est de faire semblant de discuter avec l'opposition dans l'espoir d'amener les bailleurs de fonds à verser les indispensables aides budgétaires. Pour cela, il faut commencer par des points dont l'impact sur le terrain n'est pas immédiat et surtout des points à pour lesquels des reculades restent possibles. Pendant que l'on discute du Code électoral, la milice du parti au pouvoir Imbonerakure sème la terreur dans tout le pays. Ses membres procèdent à des arrestations, torturent, volent et tuent les militants avérés ou supposés de l'opposition. Un de leurs chefs promet sur les ondes d'une radio locale la liquidation physique de tous ceux qui ont négocié les accords d'Arusha. [1] Les responsables de l'administration interdisent les réunions des partis de l'ADC-Ikibiri, coalition vouée aux gloires du pouvoir. La seule voix audible sur les collines et dans les quartiers est celle des thuriféraires du pouvoir, c'est-à-dire du CNDD-FDD. Au niveau économique, l'un des plus grands scandales que le pays ait jamais connus est en train de s'opérer : le pillage des ressources minérales du pays. En effet des groupes de mafiosi, composés par des diplômés et des plus hautes autorités du pays pillent depuis 2005 les gisements d'or, de coltan et d'autres minerais précieux sous la bénédiction du Gouvernement et du Parlement. Chaque année, des ressources équivalentes à trois fois au moins le budget national sont pillées et vendues dans les comptoirs de Bujumbura et des pays voisins, sans que le fisc n'enregistre au moins un sous d'impôt. Ainsi, concernant ces pourparlers, le pouvoir discute en réalité pour gagner du temps. Aussi, si demain les circonstances venaient à être favorables, c'est-à-dire si les aides financières venaient à être versées (ou si le pouvoir trouvait une source de financement autre que les aides des partenaires occidentaux), le Parlement de Nkurunziza pourra rejeter les amendements du Code électoral qui risqueraient de rendre difficile la fraude électorale en 2015 IM. Pierre-Claver Ndayicariye, président de la Commission Electorale désignée unilatéralement par Nkurunziza semble confirmer cette éventualité. A propos des articles du Code électoral que les politiques ont convenu de modifier, il a déclaré : « L'interprétation des textes varie suivant les acteurs politiques. Et ces derniers doivent passer par un processus de maturation qui doit prendre beaucoup de temps. Si tous les amendements ne sont pas intégrés dans le Code électoral, ce n'est pas la fin du monde [2]. » Cela rappelle la loi sur la presse pour laquelle un groupe de travail ad hoc composé de personnalités de la société civile et du pouvoir avait proposé un texte consensuel. Ce texte a été par la suite totalement ignoré par le Parlement du CNDD-FDD, qui a préféré à une loi complètement médiocre et liberticide. A la limite, un projet de loi qui avait requis le consensus de tous les acteurs politiques et de la société civile existe depuis 2009, ce projet a été adopté après un long processus de dialogue de deux ans, piloté par le même BNUB. Le document final adopté avait été rédigé par un expert sénégalais, un professeur expérimenté en droit institutionnel à Dakar. Mais malheureusement, ce projet a été saboté par le pouvoir qui l'a totalement ignoré, à la place, il a élaboré une loi scabreuse et inconstitutionnelle dont beaucoup de dispositions sont pratiquement inapplicables. C'est cette loi qui a en partie facilité les fraudes électorales massives de 2010. Au lieu de bricoler une nouvelle loi électorale, il serait plus sage de sortir des tiroirs le projet de 2009 et de le promulguer. L'on comprend donc aisément pourquoi le pouvoir n'a nullement voulu discuter préalablement du sort qui sera réservé aux conclusions des discussions. Quant à la question fondamentale de l'environnement politique d'ici, sa discussion risquerait d'aboutir à ce que le CNDD-FDD redoute plus : la liberté des partis politiques accéder aux populations et de faire entendre un son de cloche différent à celui des « courtisans » de Nkurunziza. La tactique est de retarder l'annonce, de telle sorte que, si la pression venait à être exercée et à le pouvoir obligé de lâcher du lest, ce serait trop tard. L'opposition n'aurait plus de temps pour expliciter son programme aux populations. 2. L'intégrité de la patrie avant l'intégrité des partis. Comme l'a fait remarquer

dâ€™opposition CNDD[3], la plus grosse erreur a été de laisser lâ€™initiative de lâ€™application des recommandations de route dans les mains quasi exclusives du pouvoir en place. Il est évident, que cette application dâ€™opendra essentiellement des intérêts de Nkurunziza et ses acolytes. Heureusement pour le peuple burundais, le CNDD-FDD nâ€™a pas toutes les cartes en mains. Il y a lieu de rattraper lâ€™essentiel sous quelques conditions. a) Une unité agissante de lâ€™opposition. Les partis de lâ€™opposition devraient laisser au seul CNDD-FDD lâ€™illusion de pouvoir diriger lui seul ce rinstaurant une dictature monopartite. Ils doivent donc s’unir, élaborer un programme cohérent, et montrer au peuple hommes et les femmes choisis pour conduire la lutte vers la victoire en 2015. Les exemples des écossais et des nigériens sont là pour montrer qu’une coalition de plusieurs partis peut gérer le pouvoir de manière démocratique et beaucoup d’anicroches. b) Une Communauté Internationale engagée aux côtés du peuple burundais. Il nâ€™me exagère dâ€™crier que lâ€™attitude de la communauté internationale est jusqu’à ce jour bien timorée. Parfois qu’elle est du côté du CNDD-FDD plutôt que du côté de la population burundaise. Des élections de 2015 honnêtes, libres, transparentes et apaisées dâ€™opendront pourtant en grande partie de la façon dont cette communauté sera exigeante ou non face aux différents protagonistes mais essentiellement face au pouvoir en place. La bienveillance de la communauté internationale manifestée au pouvoir Nkurunziza au lendemain des élections contestées de 2010, a grandement contribué au raidissement du CNDD-FDD face à lâ€™opposition, à la répression sanglante et à tout refus de dialogue. Conditionner toute aide budgétaire directe à des progrès notables dans lâ€™application de la feuille de route pourrait par exemple accélérer le processus de discussions fructueuses. En conclusion. Seules deux petites années nous séparent des échéances électorales. Si le rythme et la méthodologie actuels sont maintenus dans lâ€™application de feuille de route, celle-ci va s’avérer être tout simplement une feuille de dupes. Il est encore possible de redresser les choses. Mais cela demande aux burundais, à lâ€™opposition et à la communauté internationale d’assumer leurs responsabilités vis-à-vis du peuple burundais. Burundaises, burundais : il est grand temps de ne plus vous laisser faire ! [1] Les accords d’Arusha avaient permis de jeter les bases d’une coexistence pacifique entre tous les burundais après un conflit politico-ethnique de près de 40 ans et une guerre civile de près de dix ans. La constitution actuelle s’en inspire en grande partie. Bien que le CNDD-FDD nâ€™avait pas participé aux négociations ayant abouti aux accords d’Arusha, il y avait souscrit avant de signer un accord de paix à Pretoria. [2] www.iwacu-burundi.org du 28 mai 2013 [3] Position du parti CNDD sur les recommandations de lâ€™atelier organisé par le BNUB du 11 au 13 Mars 2013 à Bujumbura. Déclaration publiée le 26 Mars 2013.